Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

**252 | Octobre-Décembre 2010
Nouvelle-Calédonie**

Le Pacifique insulaire en 2010, un monde éclaté en grande mutation, tiraillé entre traditions « autochtonistes » et valeurs de « métissage »

Jean-Pierre Doumenge

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6107>

DOI : 10.4000/com.6107

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2010

Pagination : 499-524

ISBN : 978-2-86781-665-9

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Jean-Pierre Doumenge, « Le Pacifique insulaire en 2010, un monde éclaté en grande mutation, tiraillé entre traditions « autochtonistes » et valeurs de « métissage » », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 252 | Octobre-Décembre 2010, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6107> ; DOI : 10.4000/com.6107

Le Pacifique insulaire en 2010, un monde éclaté en grande mutation, tiraillé entre traditions « autochtonistes » et valeurs de « métissage »

Jean-Pierre DOUMENGE¹

En 2010, malgré l'importance de la littérature scientifique, le Pacifique insulaire reste encore un monde que le plus grand nombre connaît mal. Des images de « paradis sur terre », de « jardin d'Éden » surgissent encore de notre imaginaire, après consultation de prospectus touristiques. Ces documents tendent encore à accréditer l'idée que les Océaniens de vieil enracinement vivent avec nonchalance et candeur dans des îles luxuriantes. Pourtant, les relations historiques tout autant que l'observation des environnements biophysiques révèlent que la vie n'a jamais été facile en Océanie : les catastrophes naturelles (éruptions volcaniques, tremblements de terre et tsunamis, cyclones ou grandes sécheresses) y causent périodiquement de grands dégâts ; durant des siècles, les tensions interpersonnelles induites par le confinement insulaire ont été à l'origine de diverses formes de violence.

Jusqu'au milieu de XIX^e siècle, la gestion socio-spatiale de ce monde insulaire était centrée sur la fructification, annuellement renouvelée, de terroirs secs (ignames et patates) et humides (taros et bananiers) et sur la navigation maritime permettant des relations interinsulaires, pouvant parfois déboucher sur la constitution de vastes alliances. Il n'y a guère plus d'un demi-siècle, le Pacifique a brutalement fait éruption dans la modernité, lorsque les Américains et leurs alliés affrontèrent les Japonais, à la suite de l'attaque de Pearl Harbour par l'aéronavale nipponne (décembre 1941), transformant le Pacifique insulaire en un des trois grands théâtres d'opération de la Seconde Guerre mondiale. Les combats qui se sont déroulés dans les îles autant que la participation de contingents insulaires à l'effort de guerre des puissances coloniales, ayant

1. Professeur émérite, Université Paul Valéry, Montpellier, mél : doumenge.jp@free.fr

un temps en partage les archipels du Pacifique, ont provoqué en retour de profonds et durables bouleversements dans la vie du monde océanien.

Toutefois, lorsqu'on fréquente les îles océaniques sur la longue durée, on se rend compte que la vitesse de transformation des modes de vie et plus encore des mentalités est extrêmement variable, d'un lieu à l'autre, parfois quasi inexistante : dans ces îles, l'impression d'être hors du temps peut parfois être palpable. Pourtant, la vitesse des moyens de transport et de communication s'est considérablement accélérée au cours du dernier demi-siècle, rapprochant d'autant les terres du Pacifique du reste du monde. Il n'en reste pas moins vrai que l'accessibilité de ces îles reste difficile, dès l'instant où l'on ne se situe pas sur l'un des points nodaux qui structurent cette partie du monde, à savoir l'agglomération millionnaire d'Honolulu et, à un degré moindre, l'île de Guam et les villes de Papeete, Suva et Nouméa.

Si l'on considère les États et Territoires insulaires du Pacifique dans leur ensemble, on se rend compte qu'ils participent, à des degrés divers, au système mondialisé de consommation de masse de biens et de services (présentée comme sources de confort matériel et intellectuel pour tout individu), tout en recherchant les moyens de promouvoir une vie collective tout à la fois plus solidaire et plus économe de ses ressources. Mais, si les Océanien veulent bien profiter de la diffusion de ces éléments de modernité, ils ne désirent pas pour autant avoir à s'impliquer directement dans le champ des tensions politiques, économiques et culturelles qui structurent le monde contemporain, mettant en avant la sagesse contenue dans un corps de traditions ancestrales.

Malgré l'accroissement des revenus moyens des ménages et l'accélération générale de leurs rythmes de vie, les insulaires du Pacifique cherchent en effet, dans leur grande majorité, à s'extraire des « contingences de la mondialisation ». Ce réflexe peut évidemment se noter dans des contextes insulaires autres qu'océaniques, comme dans des pays enclavés situés au cœur de grands massifs continentaux. Mais, dans le Pacifique, il tient lieu de levier idéologique, mis en avant tout à la fois comme facteur de cohésion entre ressortissants autochtones de la région et élément global de différenciation avec les populations établies sur le reste de la planète. Soumis à la double pression des Occidentaux et des Asiatiques, après avoir été sous la tutelle coloniale d'Européens, d'Américains et de Japonais, les Océanien ont ainsi appris à « jongler » avec divers systèmes de références morales, institutionnelles et technologiques, paraissant tour à tour extrêmement souples ou au contraire totalement figés.

I – Le Pacifique insulaire contemporain, une région manquant de substance, polarisée par ses marges

1 – Une région immense et morcelée, dotée d'un système urbain à portée limitée

Dans le monde contemporain, les façades continentales drainent en masse populations et activités, parfois dans le cadre de vastes mégaloformes. Le pourtour de l'océan Pacifique ne déroge pas à cette réalité puisque s'y juxtaposent, sur des milliers de kilomètres, les mégaloformes californienne et japonaise, le long chapelet des agglomérations multimillionnaires de la Chine maritime et de l'Asie du Sud-est, ainsi que les métropoles d'Australasie et celles s'égrainant sur le versant occidental de l'Amérique latine (mais ces dernières, à la différence des précédentes, entretiennent très peu de relations avec les îles océaniques). Les îles dispersées dans l'océan Pacifique constituent donc un milieu « déprimé », vivant sous l'attraction des métropoles anglophones des bordures continentales.

À la suite de l'augmentation sensible du gabarit des unités de transport maritime ou aérien, la nécessité de disposer d'escales, le long des grandes routes maritimes et aériennes transpacifiques, se restreint considérablement, renforçant même la hiérarchie des espaces insulaires océaniques et l'utilité de disposer de relais au cœur du Grand Océan. Les îles les moins bien connectées aux centres métropolitains de façades continentales sont inévitablement marginalisées. Dans ce contexte particulier, l'agglomération millionnaire d'Honolulu bénéficie d'une position privilégiée puisque située à la convergence de plusieurs axes d'échanges reliant la façade occidentale de l'Amérique du Nord, à l'Asie du Nord-est, au monde chinois, à l'Asie du Sud-est (Manille, Bangkok et Singapour), à l'Australie orientale et à la Nouvelle-Zélande. En complément d'Honolulu, la « ville-centre » de la « région » Pacifique, l'île-ville de Guam et trois vieilles cités portuaires (Nouméa, Suva et Papeete) de moyenne importance (120 000 à 240 000 habitants) émergent comme des « centres sous-régionaux » en participant activement au transbordement des hommes et des marchandises, pour le compte des divers archipels océaniques.

Depuis les années 1950, Guam (170 000 habitants) assure l'animation de l'espace micronésien au profit des États-Unis d'Amérique. Un temps, cette île-ville a eu un rôle stratégique de premier plan (de la fin de la Seconde Guerre mondiale à la fin de la guerre du Vietnam). À la différence de celles situées autour d'Honolulu, les bases militaires de Guam sont à présent en

demi-sommeil. En compensation, l'île a gagné un rôle dans le tourisme international (en moyenne 1 million visiteurs/an). Se trouvant à 2 heures de vol par *jet* de Tokyo et d'Osaka, elle est devenue la « grande banlieue balnéaire » de la mégalopole japonaise en profitant d'une relative saturation des équipements en place à Honolulu ; à son tour saturée, elle fait à présent profiter l'ensemble de l'arc des Mariannes, en particulier l'île de Saïpan, de sa récente vocation de lieu de loisir et villégiature construite autour de multiples golfs.

Suva (240 000 habitants), la capitale des îles Fidji, rayonne de longue date sur les archipels du Pacifique central (Kiribati, Tuvalu, Samoa occidental, Tonga, Vanuatu). Son rôle s'est accru avec l'Indépendance, survenue en 1970, du fait en particulier de la personnalité charismatique de *Ratu Mara*, en accueillant tout à la fois le siège du Forum des îles du Pacifique et l'Université (anglophone) du Pacifique Sud. Par suite de l'affaiblissement progressif de la production locale de sucre et de la stagnation de son industrie textile, le tourisme (en moyenne 500 000 visiteurs/an) a vu son influence grandir le long de la côte méridionale de Viti Levu, sur un axe allant de Nandi (l'aéroport international) à Suva (la capitale). Mais, une série de coups d'État (quatre entre 1987 et 2006) rend les investisseurs perplexes, d'où un pôle sous-régional dont le rôle d'animation est en retrait sur celui assumé autour de 1980.

Papeete (140 000 habitants) présente, de son côté, une emprise limitée aux archipels formant la Polynésie française et aux îles Cook. Ce centre urbain assume un rôle en matière de courtage et de valorisation en joaillerie de la perle noire (produite dans les atolls des Tuamotu et les îles Gambier) ; c'est aussi le centre de gravité dans la pratique du tourisme (les hôtels internationaux étant implantés pour plus de la moitié sur le littoral de Tahiti, à proximité immédiate de Papeete, pour le reste dans les îles de Moorea et de Bora Bora). Mais en raison de la cherté de sa vie locale (subventionnée à hauteur de plus d'un tiers par des transferts de fonds de la France métropolitaine), la Polynésie française voit ses effectifs touristiques chuter à un niveau relativement faible (moins de 200 000 visiteurs/an).

Nouméa (160 000 habitants) assure, pour sa part, la desserte de l'archipel néo-calédonien, le ravitaillement des îles Wallis et Futuna, et des relations commerciales soutenues avec le Vanuatu. Centre important de transformation du minerai de nickel depuis plus d'un siècle (actuellement sur le site de Doniambo), son agglomération s'étire de manière spectaculaire le long d'un axe de plus de 100 km, de l'aéroport international de Tontouta à la rivière des Pirogues. Dans son prolongement, on remarque l'existence d'une nouvelle usine de traitement du nickel implantée à proximité de Port Boisé (projet

Goro) : ce n'est qu'une enclave industrielle, mal connectée à l'agglomération de la capitale qui, elle, se transforme progressivement en une vaste zone de villégiature, de type *riviera*, pour retraités fortunés.

En Nouvelle-Calédonie, l'urbanisation déborde à présent du contexte nouméen, grâce au renforcement des centres de service de Bouloupari, de La Foa et de Bourail (en province Sud), et surtout du fait de la structuration d'une aire urbaine d'importance encore limitée (15 000 habitants), par interconnexion des bourgs coloniaux de Voh, de Koné et de Pouembout (en province Nord). Cette réalisation vient en accompagnement de la construction d'une usine de traitement du nickel sur le site Vavouto (projet Koniambo). L'objectif global de ce programme de promotions urbaine et industrielle de la province Nord est de contribuer de manière significative, au « rééquilibrage » économique de l'archipel néo-calédonien.

Excellent lieu de villégiature, cet archipel reste néanmoins une destination modeste du tourisme international (environ 100 000 visiteurs/an). À l'instar de Tahiti, elle apparaît trop chère aux clientèles étrangères, malgré des atouts paysagers (inscription du « grand récif » au patrimoine mondial de l'Humanité) et culturels (forte personnalité du monde des tribus kanak) de grande qualité. Cette réalité limite d'autant les possibilités de diversification économique de ce pays insulaire mieux doté en ressources que la plupart des autres archipels.

2 – Une région à forte mobilité, polarisée par ses marges américaines et australasiennes

En fonction des héritages coloniaux autant qu'en fonction des grandes tendances actuelles de l'économie mondialisée, des « aires d'influence » apparaissent au sein du Pacifique insulaire : au titre de la Nouvelle-Zélande, Auckland anime à présent une bonne partie de l'espace polynésien ; pour le compte de l'Australie, Sydney fait de même pour l'espace mélanésien ; quant à l'espace micronésien, il est sous l'attraction d'Honolulu et des métropoles californiennes, donc des États-Unis.

L'attrait sans cesse plus fort des attributs matériels et médiatiques de la modernité occidentale sur les jeunes Océaniens fait que ceux-ci s'expatrient, dès qu'ils le peuvent, vers une ville importante du Pacifique insulaire (Agaña-Guam, Papeete, Suva ou Nouméa). Les plus compétents et les plus chanceux, peuvent poursuivre vers Honolulu ou une des métropoles anglophones en périphérie du Grand Océan. Ils s'y expatrient pour acquérir une éducation

supérieure et plus généralement pour obtenir un travail salarial correctement rémunéré, alors que leurs îles d'origine ne mettent à leur disposition qu'un nombre réduit d'emplois, hors de l'agriculture. Malheureusement, ceux qui manquent de qualification professionnelle risquent de n'être recrutés en ville que pour y accomplir des tâches temporaires et mal payées, d'où le développement préoccupant (mais pas spécifique) d'un sous-prolétariat turbulent de *Pacific Islanders* dans les métropoles anglophones.

Porte obligatoire pour entrer aux États-Unis lorsqu'on est ressortissant du Pacifique insulaire, Honolulu voit converger, depuis quarante ans, des ressortissants des îles Mariannes, Marshall et Palau, ainsi que des États fédérés de Micronésie et de Kiribati (environ 25 000). On compte aussi des migrants de Micronésie qui se sont stabilisés à Guam (environ 20 000). Dans le même temps, Honolulu voit arriver des natifs de l'archipel des Samoa (environ 30 000), tant des îles orientales (Samoa américaines) que des îles occidentales (État du Samoa). Des migrants originaires de cet État séjournent aussi à Pago Pago (environ 10 000), centre de service connu pour accueillir une base de l'US Navy et une importante conserverie de thon. Ainsi, Guam et Pago Pago servent de « pompes » aspirant les migrants de l'Océanie centrale pour les refouler vers Honolulu, les plus chanceux de ces *Pacific Islanders* poursuivant vers Los Angeles. Cette métropole compte à présent plus de 40 000 ressortissants d'origine polynésienne ou micronésienne. En 2009, le territoire des États-Unis accueillait 180 000 migrants en provenance d'Océanie.

Auckland constitue une alternative à Honolulu pour les Polynésiens du Samoa, candidats à l'expatriation pour raison de travail ou d'éducation. Cette métropole est aussi la destination privilégiée par les Tongiens et les *Cook Islanders* ; c'est surtout la destination exclusive pour les ressortissants de Niue et de Tokelau. De la sorte, l'agglomération d'Auckland est de plus en plus investie par des *Pacific Islanders*. Globalement, on évalue à 90 000 leur nombre en Nouvelle-Zélande. Sur le marché du travail néo-zélandais, ils se trouvent en concurrence avec les autochtones polynésiens dénommés Maori. La compétition entre Polynésiens profite depuis peu à Sydney dont l'appareil économique est beaucoup plus puissant, donc bien meilleur pourvoyeur en emplois qu'Auckland. De fait, les deux métropoles se trouvent en position de complémentarité vis-à-vis des îles océaniques et de leurs migrants.

Les migrations des ressortissants du Pacifique insulaire intéressent à la fois des diplômés et des travailleurs peu qualifiés. À la suite des coups d'État initiés par les militaires fidjiens d'origine autochtone, environ 60 000 Indo-Fidjiens sont partis s'établir sur le pourtour du Pacifique (à Auckland, Sydney,

Los Angeles et Vancouver). Constitué principalement d'hommes d'affaires, d'entrepreneurs et de professions libérales, ce courant migratoire a provoqué une dépression préjudiciable pour l'économie de Fidji, dès la fin des années 1980. Depuis 2001, des Mélando-Fidjiens, diplômés ou sportifs de haut niveau (pour l'essentiel des rugbymen), émigrent eux aussi vers Auckland ou Sydney.

Dans le contexte français, Nouméa sert de principal pôle d'attraction des migrants océaniens : en 2009, on y compte 6 000 Tahitiens et Paumotu, 20 000 Wallisiens et Futuniens, ainsi que 3 000 Ni-Vanuatu francophones, aux côtés de plus de 20 000 Mélanésiens originaires des îles Loyauté. De manière comparable, Tahiti attire, depuis les années 1960, plusieurs dizaines de milliers de ressortissants des autres archipels de Polynésie orientale, principalement des îles Marquises, des Îles Sous-le-Vent et des Tuamotu-Gambier, accessoirement des Îles Australes, de l'Île de Pâques (Chili) et des Îles Cook (État librement associé à la Nouvelle-Zélande).

Depuis quelques années, quelques milliers de Français fortunés, natifs de Métropole, désirant profiter de mesures de défiscalisation pour passer une retraite heureuse dans les « îles de l'éternel printemps », participent aussi aux flux migratoires vers Nouméa et Tahiti. En parallèle, des Calédoniens acquièrent des *marinas* sur la Gold Coast (Queensland) et des Tahitiens deviennent propriétaires de villas en Nouvelle-Zélande ou d'appartements à Honolulu. Mais pour l'essentiel, les migrations dans le Pacifique sont alimentées par des natifs d'îles périphériques cherchant à se stabiliser dans les chefs-lieux des Territoires et dans les capitales des petits États : cet exode rural est un phénomène de grande ampleur devenu à présent irréversible. Il constitue une véritable révolution socio-culturelle puisque les pays insulaires océaniens continuent, pour la plupart, à voir leur vie collective encore largement influencée par les contingences de l'économie agricole et les rites agraires ancestraux.

On constate donc un décalage grandissant entre les nécessités de la vie quotidienne et les références idéologiques traditionnellement affichées par les « autochtones » pour se prémunir des excès éventuels des « allochtones ». L'accès inégalitaire à la terre tout autant que la dépréciation des activités agricoles expliquent cette « fuite » des îliens. Elle permet en retour, par les revenus salariaux tirés du travail en ville, d'améliorer les conditions matérielles de vie pour ceux qui sont restés dans leurs villages d'origine. Cette mobilité évite une remise en cause brutale du traitement inégalitaire du foncier inscrit dans les règles immémoriales de la « coutume ».

II – Un monde largement sous l'emprise d'une idéologie « autochtoniste »

1 – Au fondement de « l'autochtonisme », les formes coutumières du contrôle des populations et de leurs territoires

Pendant au moins trois millénaires, la crainte des « autochtones » envers les « étrangers », lorsqu'ils s'installaient durablement et en grand nombre sur leurs territoires, était systématique, dès lors que leurs sociétés étaient à fondements agraires. Pour ce type de société, les terroirs agricoles constituaient en effet le support économique essentiel de la vie collective. Cela avait une résonance importante sur le comportement et l'affectivité de leurs membres : un groupe sans terre ne pouvait pas s'épanouir, d'où la relation intime et sacrée que tout groupe de parenté entretenait avec sa « terre d'élection ». Ainsi, dans le Pacifique insulaire, la terre arable était-elle tout à la fois pensée comme un « garde-manger » et une « carte d'identité » pour les groupes familiaux qui en profitaient. Le défrichement d'une forêt et la construction de plates-bandes ou de billons de culture par un groupe lignager étaient reconnus comme des éléments essentiels en matière d'occupation et de contrôle de l'espace, jugés inaliénables, sauf autorisation expresse des descendants des « premiers défricheurs » en vue de l'installation d'éventuels « nouveaux venus », préalablement acceptés.

Au regard de l'histoire migratoire océanienne, un jeu d'équilibre était donc recherché entre représentants des « premiers occupants » et représentants des « nouveaux venus ». Et si le pouvoir politique, lié à la force des armes et au contrôle de divinités protectrices des hommes et de leurs terroirs, pouvait aisément changer de titulaire, la tenure foncière et le pouvoir cadastral trouvaient efficience dans l'enracinement d'un groupe en un lieu dans la longue durée. Ainsi, en pays Drehu (c'est-à-dire sur l'île de Lifou), deux fêtes rituelles se perpétuent : l'une est dédiée au don des « prémices » (ou « premiers fruits » tirés de la terre) fait par les familles de cultivateurs « nouveaux venus » aux « propriétaires terriens » descendant des premiers défricheurs ; l'autre formalise la redevance que les lignages « cadets » doivent aux « aînés » pour prix de leur « protection ».

Dans la société traditionnelle des îles Loyauté comme dans celles de nombreux autres archipels du Pacifique, les populations se stratifiaient ainsi entre un ordre aristocratique (dit « aîné ») et un ordre de tenanciers des terres arables et des lagons poissonneux (dit « cadet »). D'anciens captifs, réduits en esclavage, étaient au service des aristocrates comme de certains tenanciers. Au

sein des chefferies polyclaniques, le premier ordre associait un lignage prestigieux (« l'aîné des aînés ») dont le « chef » était réputé pour une force physique exceptionnelle ou un talent particulier de négociateur, à divers lignages de guerriers et de religieux (« cadets » de « l'aîné des aînés »). Les guerriers devaient protéger par les armes les territoires, leurs habitats et leurs terroirs ; les religieux devaient leur permettre de s'épanouir par la magie. Pour sa part, l'ordre des tenanciers regroupait les « propriétaires terriens » autour d'un ou plusieurs « maîtres de terres » assurant le contrôle cadastral des terroirs (donc en position d'« aînés » dans l'ordre des « cadets ») ; cadastres et tenanciers guidaient la fructification des terres et des plans d'eau dans laquelle s'investissaient totalement les lignages de cultivateurs et de pêcheurs (« cadets » dans l'ordre des « cadets »).

L'exercice du pouvoir politique étant relatif et relationnel, un groupe de « cadets » issu d'un lignage réputé (donc aristocratique) pouvait, en changeant d'île, gagner un droit d'aînesse, donc le contrôle d'une chefferie. S'il restait sur place une fois vaincu, un lignage « aîné » détenteur d'une chefferie clanique ou polyclanique pouvait se retrouver en position de « cadet » vis-à-vis du groupe vainqueur. Mais, en lui procurant femmes et terres, le groupe déchu de son ascendance politique pouvait transformer son vainqueur en allié : du fait de son antériorité d'établissement, il restait le répartiteur du capital foncier en tant que détenteur du pouvoir cadastral. Voilà pourquoi les mandataires des pouvoirs militaire et religieux devaient toujours négocier avec le(s) détenteur(s) du pouvoir cadastral afin de pouvoir avoir accès à l'espace arable et/ou marin pour leurs besoins en vivres, pour prix légitime de la protection des territoires de chefferie et de leurs habitants.

Toujours est-il que les conditions de vie des Océaniens restèrent précaires durant des siècles : sous la double pression d'une instabilité environnementale (d'ordre tellurique et climatique) et de coups de main guerriers, le Pacifique insulaire apparaissait comme un monde plus apte à la survie qu'à l'accumulation de biens. Cela était d'autant plus perceptible que les vivres étaient en général périssables car issus d'une horticulture annuelle à long cycle de jachère, grande consommatrice de terre arable (alors que beaucoup d'îles n'en possédaient que très peu), donc difficilement stockables (sauf les taros restant en terre, les cochons élevés en parc et les poissons en vivier). Dans les atolls de Micronésie et les petites îles de Polynésie, la faible disponibilité en terre arable (eu égard à la population à nourrir) a donc fini par provoquer la concentration entre les mêmes mains des pouvoirs foncier et politique, transformant les sociétés insulaires en véritables organisations féodales.

L'ancienne société polynésienne s'articulait ainsi autour de trois ordres endogames : au sommet se trouvaient les *hui ari'i* qui se divisaient en « grande noblesse » (*ari'i maro'ura*) et « petite noblesse » (*ari'i ri'i*) ; venait ensuite l'ordre des *hui ra'atira*, propriétaires terriens « non nobles » ou de « très petite noblesse » parmi lesquels se recrutaient les conseillers des chefferies ; venait enfin l'ordre des *manahune*, simples horticulteurs tenus à des prestations vis-à-vis des *hui ra'atira* (propriétaires terriens) et des *hui ari'i* (aristocrates guerriers). En fonction des titres de prestige détenus par les lignages *hui ari'i* et leurs *marae*, une hiérarchie de « chefs », et ce faisant de territoires, existait dans chacune des îles de la Société, à la veille de l'arrivée des « découvreurs » européens.

Dans les vastes îles de Mélanésie, les hiérarchies sociales étaient en général moins formalisées, les précisions démographique et foncière étant beaucoup moins fortes que dans les îles précédentes : aux îles Salomon, au Vanuatu, comme en Nouvelle-Guinée, un système de compétition ritualisée s'est parfois développé entre « hommes forts » (*big men*) de l'ordre aristocratique. On attendait de chacun d'eux la mobilisation, à une date précise, de grandes quantités de vivres (de tubercules, de rhizomes et surtout de porcs) pour les besoins d'un système particulier d'alliance : la qualité de leur talent d'organisateur et l'importance de leur générosité étaient alors sanctionnées par l'attribution d'un « grade » prestigieux, respecté à vie par l'ensemble des groupes membres de l'alliance mobilisée pour l'occasion.

Mais, quelles que soient l'étendue des terroirs et la structure plus ou moins hiérarchisée des chefferies, les insulaires océaniens ont toujours craint la venue massive d'étrangers sur leurs territoires, car forcément leur organisation sociale s'en trouvait remise en cause. Dès lors, les tribus océaniques ressentirent leur dépossession foncière, sous l'action des entreprises coloniales, comme une véritable spoliation. En perdant tout ou une partie de leur assise territoriale (*fenua* en reo-tahiti), les chefferies ne pouvaient plus assurer la bonne reproduction de l'ordre social multiséculaire.

Pour la période 1780-1840, le nombre des « nouveaux venus » étant toujours limité, il n'y eut pas véritablement de remise en cause de l'équilibre prévalant dans les sociétés insulaires. Bien au contraire, certaines chefferies surent tirer parti de la compétition existant entre les églises chrétiennes ou entre les représentants des intérêts des maisons commerciales européennes ou américaines pour asseoir leur pouvoir et transformer leur sphère d'influence en véritables « royaumes ». Et si la dynastie des Tu'i Kanokupolu arriva à fédérer l'archipel de Tonga dans le courant du XVIII^e siècle, c'est grâce à l'action d'opérateurs

extérieurs que se constituèrent au début du XIX^e le royaume des Kamehameha dans l'archipel d'Hawaïi et celui des Pomare à partir de l'île de Tahiti.

Pour la période 1840-1960, l'équilibre entre populations autochtones et groupes allochtones se trouva souvent rompu, dès lors que les puissances européennes, les États-Unis et le Japon se décidèrent à structurer leur emprise sur les archipels du Pacifique, se refusant d'y inclure les hiérarchies coutumières préexistantes dans l'organisation administrative des territoires coloniaux et à reconnaître le caractère inaliénable des terres dépendant des chefferies traditionnelles (cas notamment des îles Fidji).

En cas de « cantonnement » des populations océaniques, la rétraction de l'espace coutumier de mise en valeur et le déplacement concomitant de certaines communautés tribales (des basses vallées vers la chaîne centrale, dans le cas de la Grande-Terre néo-calédonienne) vont alimenter une hostilité durable entre « autochtones » (océaniques) et « allochtones » (coloniaux). Depuis, les revendications foncières se maintiennent au centre des préoccupations des Océaniques, relayées tout à la fois par les responsables des organisations coutumières et par les élus siégeant dans les assemblées coloniales. En Nouvelle-Calédonie, une réforme foncière essaya de gommer, à partir de 1978, les excès du cantonnement en attribuant aux tribus kanak les plus nécessiteuses les terrains que les colons, agriculteurs ou éleveurs, n'étaient plus aptes à valoriser.

En 2010, la terre et le lagon ne nourrissent plus en totalité les populations océaniques. Or, on manque cruellement de ressources de substitution tant dans les États fédérés de Micronésie que dans les îles Marshall, Palau, Kiribati, Tuvalu, Niue, Tokelau, Wallis et Futuna, Salomon, au Vanuatu et, depuis l'arrêt de l'extraction du phosphate, à Nauru. Aux yeux du plus grand nombre, les valeurs traditionnelles liées à l'ascendant mythique sur les hommes et au contrôle des terres et des lagons restent toujours d'actualité dans ces pays peu fortunés. Toutefois, depuis les années 1960, l'horizon des insulaires s'est progressivement élargi au contrôle des Zones Économiques Exclusives (ZEE) de 200 milles nautiques et à l'ensemble des territoires terrestres, qu'ils comportent ou non de la terre arable pour les besoins de l'horticulture vivrière et les cultures de plantation. En Nouvelle-Calédonie, par exemple, le mouvement indépendantiste kanak revendique, depuis la fin des années 1980, la possibilité de participer au contrôle des massifs miniers de Grande-Terre, après s'être battu pour récupérer les terroirs de vallée et de piémont. Si les tenants du Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste (FLNKS) agissent ainsi, c'est au nom de l'antériorité des chefferies ancestrales dans « l'exercice de la souveraineté et du contrôle territorial ».

2 – De la magnification des coutumes ancestrales au prélèvement de *royalties* sur les activités initiées par des acteurs allochtones

Les Océaniens de vieil enracinement tirent leur originalité de valeurs morales, technologiques et de sociabilité fondées sur un corps de savoirs empiriques, transmis oralement de génération en génération. Périodiquement actualisé, ce corps de traditions immémoriales est communément dénommé « coutume » (*kastum* dans divers *pidjins* en usage en Mélanésie). Comme l'explique un dicton souvent entendu en Océanie,

« perdre la coutume revient à perdre le sens de la vie en groupe, donc son âme, »

car hors des familles élargies et des collectivités plurifamiliales traditionnelles (claniques et polyclaniques), point de salut pour quiconque. La coutume est donc un système global de régulation des relations interpersonnelles, du rapport de l'Homme à la Nature (donc du foncier), une vision du devenir des communautés insulaires autour de laquelle se construisent les identités collectives. Dans le détail, la coutume peut varier d'un archipel à un autre, voire d'une île à l'autre et évoluer par suite de l'adoption collective de valeurs importées. Mais, face aux aléas associés à la puissante pénétration de la modernité occidentale, la coutume se veut essentielle, voire exclusive. Cela parfois conduit à enregistrer des comportements fondamentalistes, en particulier au sein des églises chrétiennes de confession méthodiste, tendance presbytérienne.

Au moment des Indépendances, la « coutume » devint ainsi une référence au moins égale en importance à celle issue du « droit positif » hérité de la colonisation, tant pour l'organisation de la vie quotidienne des communautés villageoises que pour la construction institutionnelle des nouveaux États, influençant au passage les termes de la représentation électorale des populations. Ainsi au Samoa (occidental), seuls les chefs traditionnels de lignages ou *matai* peuvent se porter candidats à l'élection du Parlement et y siéger. De même, à Tonga, la représentation nobiliaire est numériquement aussi importante que celle du peuple, au sein du Parlement. Un Sénat, essentiellement formé de personnalités autochtones, a fonctionné comme Chambre haute du Parlement fidjien, de l'avènement de l'Indépendance (1970) au quatrième coup d'État (2006) : la moitié de ses membres (22 avant 1997, 32 après) était nommée sur avis du Grand conseil des chefs, un siège l'étant même sur avis du Conseil coutumier de l'île de Rotuma. Depuis 1998, un Sénat (consultatif), entièrement constitué de personnalités coutumières, existe en Nouvelle-Calédonie à côté du Congrès (délibératif) qui chapeaute les Assemblées provinciales. Ce Sénat est chargé

d'instruire toute affaire en relation avec les collectivités tribales kanak et leurs territoires coutumiers.

Cette tradition est ressentie comme une « assurance sociale » que tout individu s'est vu conférer à sa naissance, par sa famille lignagère, et plus encore par sa communauté clanique. Chacun sait que s'il la perd, c'est le cadre d'expression de sa personnalité qui disparaît. Donc, même si l'exercice de la tradition apparaît de plus en plus en décalage sur les nécessités vécues au quotidien, en particulier pour la jeunesse, chaque individu veille, autant que faire se peut, à ne pas casser les éléments de solidarité qui fondent son identité, en veillant à ne jamais la mélanger avec ce que la modernité technicienne peut lui apporter au quotidien. De ce fait, les Océaniens jonglent entre deux registres de valeurs, selon qu'ils sont entre eux ou qu'ils évoluent au contact des allochtones occidentaux ou asiatiques. Malgré leurs réussites économique et sociale, les Occidentaux sont souvent dénigrés, car ils sont jugés peu sensibles à la cohérence de la coutume et à ses contraintes. En ce qui concerne les Asiatiques, ils sont craints pour la force de leur nationalisme et pour leur puissance économique, malgré une analogie de transcription, entre l'Asie et le Pacifique, de multiples traditions multiséculaires. Dans tous les cas, la crainte des autochtones océaniens trouve facilement sa justification dans les comportements ultra-spéculatifs des opérateurs venus de l'extérieur. La crise économique, qui a affecté profondément le monde des affaires en septembre/octobre 2008, semble leur donner raison.

Toutefois, ce que les Océaniens devraient actuellement le plus craindre est en eux-mêmes : en effet, hors de son île natale et *a fortiori* de son pays d'origine, un Océanien n'est plus forcément respecté comme « autochtone ». Par voie de conséquence, des tensions peuvent se faire jour entre archipels, comme en leur sein. Dans le cas de la Papouasie – Nouvelle-Guinée, des îles Salomon et du Vanuatu, les maladresses du pouvoir central par rapport à des systèmes régionaux fondés sur des solidarités coutumières (Bougainville, Guadalcanal, Tana et Santo) et la corruption sévissant largement au sein des organes d'État ont pu saper le prestige des « pères des Indépendances » et toute considération pour les services publics nationaux. À Fidji, qui fut un temps considéré comme « l'État exemplaire », du fait du charisme de *Ratu Mara*, promoteur de la *Pacific way*², la voie de la coutume apparaît de moins en moins crédible. Ce constat découle des pressions exercées par des hautes personnalités coutumières et les militaires d'origine mélanésienne sur les responsables politiques et les hommes d'affaires émergeant à la communauté d'origine indienne. À la suite

2. Par *Pacific way*, on entend la « voie pour obtenir, après débats, un *consensus* unanime pour construire une paix durable dans les îles du Pacifique »... et désamorcer les tentatives de sécession à l'intérieur des États archipélagiques.

de quatre coups d'État fomentés entre 1987 et 2006, tout est fait pour que les Fidjiens autochtones captent l'essentiel du pouvoir politique, alors qu'à deux reprises les résultats des élections nationales ont mis en évidence une majorité démocratique en faveur du partage des responsabilités entre Mélando-Fidjiens et Indo-Fidjiens.

En raison de l'importance du métissage qui y est constatée et à présent assumée, la Nouvelle-Calédonie et plus encore la Polynésie française font figure de « contre-modèles » à la norme océanienne construite sur les valeurs conceptuelles de *Kastum* et de *Pacific way*, même si les traditions précoloniales y sont totalement réhabilitées et généralement respectées. Mais, dans un contexte de haut niveau de vie moyen pour les habitants (Nouvelle-Calédonie : 29 800 US\$/habitant ; Polynésie française : 27 500 US\$/habitant), « la voie de la coutume » et le « consensus à tout prix » ne font pas recette. Cette double notion se maintient aux Fidji, comme ailleurs dans le Pacifique insulaire, tout simplement parce que les niveaux de formation professionnelle et de revenu financier des habitants restent médiocres (pour le revenu/habitant, il s'agit de 1 000 à 3 800 US\$ par habitant). Ce faisant, l'idéologie prônant la prééminence de la coutume en toutes affaires (concept d'« autochtonisme ») se trouve de plus en plus en décalage avec les réalités contemporaines.

De fait, la référence récurrente à la « coutume » qui associe des valeurs du « temps d'avant les Blancs » à d'autres véhiculées traditionnellement par les églises conduit souvent à un constat de blocage dans le processus des développements économique et social que les mandataires des pays insulaires du Pacifique tentent de promouvoir, avec l'aide directe ou indirecte des grandes puissances et de l'Union européenne. Pour les coutumiers et leur représentation politique, le mieux est d'asseoir la prééminence des droits fonciers des communautés tribales autochtones, afin d'obtenir en retour une substantielle rente financière, sous forme de revenus locatifs ou de *royalties*, voire de « compensations » en cas de dégradation grave de leur cadre de vie. C'est le cas pour Nauru et la Papouasie - Nouvelle-Guinée dont l'exploitation minière passée ou présente est le fait de puissants groupes étrangers. C'est le cas aussi pour Tahiti et ses archipels périphériques, du fait de la réalisation par le gouvernement français d'un Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP, maintenant démantelé) chargé pendant une trentaine d'années de tester les engins de la force (nationale) de frappe (atomique).

Il faut convenir que la fermeture de sites industriels d'importance peut être vécue de manière dramatique. Le phosphate, dont l'extraction remonte au début du XX^e siècle, est maintenant épuisé, tant à Makatea (Polynésie française), qu'à

Banaba (Kiribati) et dans l'Île-État de Nauru. Dans le cas de Makatea, on a assisté à la migration d'une partie des mineurs vers les sites d'extraction du manganèse de Forari (Vanuatu) et du nickel de Thio, Kouaoua, Poro et Népoui (Nouvelle-Calédonie), les autres étant recrutés à Tahiti pour la construction des équipements d'expérimentation nucléaire de Mururoa et Fangataufa, dans l'archipel des Tuamotu. Dans le cas de Banaba et celui de Nauru, l'arrêt de la mine a eu des conséquences désastreuses en remettant en cause l'existence même des nouveaux États et l'exil total (Banaba) ou partiel (Nauru) des habitants. Certains intérêts miniers prétendent relancer l'extraction du phosphate à Nauru, mais cela ne peut avoir qu'un intérêt marginal.

En Nouvelle-Calédonie, l'ouverture des plus récentes mines et des deux nouvelles usines de traitement du nickel a fait participer les « coutumiers kanak » aux décisions. Certes les opérateurs internationaux restent en position forte (pour le projet du Nord), voire dominante (pour le projet du Sud), mais chaque fois un important retard dans les travaux a été pris, par suite de fort longues discussions avec les communautés autochtones riveraines. Dans le Sud où la société métisse est prépondérante et les indépendantistes kanak marginalisés, c'est sur le plan de la « protection de l'environnement » que s'est construit la demande de « compensations ». Dans le Nord, où les indépendantistes kanak détiennent le pouvoir³, les tensions se firent jour d'une part entre les clans qui ont des intérêts fonciers et les clans qui en sont dépourvus, d'autre part entre les ressortissants des tribus étroitement associées aux nouveaux aménagements industriels et les populations rurales mélanésiennes non impliquées car vivant essentiellement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (Kowasch, 2010).

III – Entre pratiques « autochtonistes » et réalités métisses, quelles perspectives pour le Pacifique insulaire ?

1 – Le renforcement prévisible d'une ligne majeure de clivage entre sociétés « autochtonistes » et sociétés de métissage

En 2010, un décalage croissant est perceptible entre les archipels « commandés » par des centres urbains actifs (précédemment évoqués), en prise directe sur les réseaux d'échanges mondialisés, et les archipels vivant d'une agriculture en perpétuelle rétraction, bénéficiant pour certains tout de

3. Détenant la majorité à l'Assemblée de la province Nord, les indépendantistes kanak assument les responsabilités de l'Exécutif régional ; par le biais de cette position institutionnelle dominante, ils contrôlent le capital de la compagnie minière SMSP et celui de la société d'économie mixte SOFINOR impliquées toutes deux dans le projet métallurgique « Koniambo ».

même de ressources fiscales induites par des activités minières, la pêche hauturière des thonidés, la perliculture lagonaire ou un tourisme de découverte. La première catégorie regroupe des pays dont les populations sont largement métissées depuis un peu plus d'un siècle. La seconde rassemble les États souverains ou librement associés (à la Nouvelle-Zélande ou aux États-Unis) et deux Territoires restés sous souveraineté française (Wallis et Futuna) ou américaine (Samoa américaines) ayant en commun le culte de la « coutume ». À l'exception des îles Fidji, l'idéologie « autochtoniste » est d'autant plus forte que leur peuplement est en quasi-totalité d'enracinement pluriséculaire.

Le fossé ne cesse de s'approfondir entre les pays à population fortement métissée, profitant encore de la souveraineté américaine ou française (dans le cadre de régimes de plus ou moins grande autonomie institutionnelle) et les pays indépendants à peuplement autochtone dominant. Dans le cas de Fidji (935 000 habitants), un relatif équilibre numérique existe depuis plusieurs décennies entre communautés d'origine océanienne et d'origine indienne, mais en plus d'un siècle de fréquentation, on n'assiste que très rarement à des mariages mixtes et à des activités interethniques. Dès lors, deux mondes cohabitent et se reproduisent à un rythme démographiquement comparable sans partager de valeurs de civilisation permettant de construire à terme une société nationale unifiée.

En Nouvelle-Calédonie (250 000 habitants), le métissage est important, mais l'existence d'une communauté mélanésienne dotée de droits particuliers et de terres coutumières met en porte-à-faux ceux des métis qui ont une ascendance mélanésienne : en général, ils sont pour cela considérés appartenir à la catégorie ethnoculturelle dite « européenne ». Avec le temps, cette situation de porte-à-faux s'estompe. Fait significatif, une jeune métisse originaire de « brousse », élue *miss Calédonie 2010*, symbolise la connivence rurale qui commence à prévaloir, dans la jeune génération, entre descendants des colons et natifs des tribus.

L'aspiration des jeunes Mélanésiens urbanisés dans la modernité tend peu à peu à modifier les clivages hérités de la période coloniale, le monde urbain des « Blancs » ne s'opposant plus de manière grégaire au monde tribal des « Kanak ». De manière symptomatique, de nombreux jeunes natifs de Nouvelle-Calédonie prennent à présent prétexte de la réforme institutionnelle de 1998, qui leur confère une « citoyenneté » particulière au sein de la « nationalité » française, pour envisager un avenir consensuel pour les différents groupes ethnoculturels, dans le cadre d'une souveraineté « à

l'australienne ». Il s'agirait de concilier haut développement économique et respect des personnalités communautaires.

De fait, la mise en valeur de la côte Ouest de la Grande-Terre néo-calédonienne s'est réalisée sur le modèle qui a prévalu en Australie. À l'origine de la colonisation, sont à noter l'implantation de vastes établissements pénitentiaires, puis l'exploitation minière, la pratique du grand élevage des bovins et la création de plantations commerciales. Pour structurer ces espaces de mise en valeur, des centres urbains ont été construits à proximité de ports en eau profonde ; par la suite, des industries et des services s'y sont installés.

Dans le cas où la Nouvelle-Calédonie deviendrait, après referendum populaire, un État souverain, ce pays serait dans l'obligation de trouver des partenaires dans la région Pacifique pour que son économie continue à « tourner », afin de pouvoir maintenir un haut niveau de vie moyen pour ses habitants tout en permettant d'être respectée sur la scène internationale. Une association avec les puissances moyennes situées dans sa proximité (Australie et Nouvelle-Zélande) pourrait fonctionner, quitte à rogner d'un bon tiers le niveau de vie actuel de ses ressortissants, du fait de la perte mécanique des fonds publics métropolitains inhérents actuellement à l'exercice de la souveraineté de la France sur l'archipel.

Si la Nouvelle-Calédonie abandonne son statut de large autonomie pour celui de pleine souveraineté, le pays polynésien centré sur l'île de Tahiti sera très certainement amené à faire de même et à choisir lui aussi de s'associer au « marché commun » australasien, même si son positionnement géographique et surtout son manque de ressources locales peuvent l'empêcher de disposer d'une marge de négociation aussi avantageuse que celle émanant de la Nouvelle-Calédonie. Quoi qu'il en soit, le « pays » tahitien (*Fenua*) ne dispose pas d'autre alternative. Certes, l'analyse de la vie politique prévalant en Polynésie française révèle, comme en Nouvelle-Calédonie, l'existence d'un courant de pensée relativement puissant (un bon tiers de l'électorat) en faveur de la « prééminence des valeurs coutumières » dans les instances de décision du pays, de la « préférence autochtone » sur le marché du travail et de la promotion de valeurs « écolo-pacifistes » à l'international. Mais dans le même temps, le modèle de développement économique dénommé *MIRAB*⁴, théorisé par Bertram et Watters (1985) comme alternative aux prises en charge financières des

4. *MIRAB* = *MI* pour « migrations », *R* pour « *remittance* » c'est-à-dire le résultat du rapatriement des fonds amassés par les migrants, *A* pour « aide » internationale et *B* pour « bureaucratie » locale.

puissances coloniales, est en train de s'effondrer dans pratiquement tous les pays océaniques où il a été expérimenté.

La mise en œuvre de la *MIRAB economy* par les petits États insulaires fut au départ conçue, par des experts des Nations Unies, comme un processus de « développement durable » alternatif au *sponsoring* dont les grandes puissances continuent à faire profiter les territoires restés dans leur sphère de souveraineté. Seules les îles Marshall échappent à cette débâcle grâce aux subsides obtenus des États-Unis comme « compensation » aux dommages induits par les expérimentations nucléaires (sur l'atoll de Bikini) et thermo-nucléaires (sur l'atoll d'Eniwetok) ou comme prix de location de l'atoll de Kwajalein, lieu de réception des missiles balistiques tirés périodiquement depuis la côte californienne.

Dans la diversité de leurs références culturelles, les gens du Pacifique ont en commun la volonté de développer un cadre de vie de qualité où les risques se trouvent minimisés, qu'ils soient écologiques (tremblements de terre, tsunamis et cyclones) ou technologiques (risque de prolifération nucléaire, pollutions organiques et chimiques induites par l'urbanisation). « L'écolo-pacifisme » est devenu un messianisme d'autant plus vulgarisé que, pendant longtemps, les missions chrétiennes ont cru possible de réaliser le « royaume de Dieu » dans les îles du Grand Océan : il s'agissait alors de construire un mode vivant en autarcie, dégagé des contingences et des tentations de la modernité contemporaine.

Au temps de la « guerre froide », les *leaders* des petits États océaniques pensèrent être à l'abri des turbulences internationales, grâce à leur signature du Traité de Rarotonga (1985) visant à la « dénucléarisation » du Pacifique. Aujourd'hui, ils se rendent compte de la portée limitée de leur acte. Ils se disent inquiets de voir l'encadrement traditionnel de leurs sociétés continuer à se déstructurer. Ils stigmatisent, en retour, la société mondialisée dite « occidentale » qui inoculerait chez les îliens des besoins boulimiques autant que futiles en matière de consommation ; ils reprochent aussi aux grands opérateurs industriels de ne pas respecter le substrat biophysique de leurs îles, alors même que les scientifiques les définissent comme des milieux extrêmement fragiles. Pour l'occasion, ils font en sorte de culpabiliser ces opérateurs pour en tirer la meilleure rente possible, tout en se rendant compte que, sans activité inscrite dans la modernité, point de taxation possible pour mettre sur pied des politiques publiques en matière d'éducation, de santé, de solidarité ou de transports et communications.

2 – Les adaptations souhaitables des centres urbains au vécu des Océaniens, comme facteur de promotion d'identités métisses

Pour des observateurs du « temps long », les centres urbains qui structurent la région Pacifique n'apparaissent pas forcément comme des lieux de vie paradisiaques pour tous leurs ressortissants : le chômage y sévit massivement, les bidonvilles et les *squats* y prolifèrent d'autant mieux que les moyens financiers à la disposition des petits pays insulaires, en matière de promotion de logements sociaux, sont extrêmement limités. Dans le cas de Suva, l'habitat spontané est même devenu un style stable d'habitat validé par les pouvoirs publics, faute de pouvoir financer la construction de lotissements en nombre suffisant pour les besoins des insulaires aux revenus modestes. Toujours est-il que, pour les migrants d'origine rurale, le manque de revenu pour acquérir un logement répondant aux standards urbains n'explique pas tout : vivre dans une cabane faite de bois et de tôle, sur une colline encore couverte de brousse (*bush*) ou en bordure d'une mangrove, revient à préserver un rythme de vie calme dans un environnement rappelant le milieu tribal d'origine, tout en permettant à chaque habitant de profiter à un moindre coût de la proximité des services urbains.

La ville étant en Océanie une production exogène, y vivre constitue donc, au moins en partie, l'acceptation de la modernité introduite par les Occidentaux. Mais, pour qu'un nombre important d'Océaniens puisse percevoir la ville autrement que comme un lieu de perdition et de misère, les gouvernements des petits États du Pacifique se doivent de composer avec les normes techniques et paysagères des architectes, afin que leurs compatriotes puissent s'approprier progressivement ce nouveau cadre de vie. L'urbanisation gagne en effet en importance spatiale dans tous les archipels et ne peut donc plus être ignorée par les acteurs politiques.

Des architectes, bons observateurs des îles tropicales, n'ont pas attendu que s'expriment des revendications de type « autochtoniste » pour adapter, avec des fortunes, certes diverses, l'habitat urbain aux nécessités de la vie dans le Pacifique. Ainsi, sont-ils amenés à utiliser des matériaux traditionnels (bois, fibre tissée, paille), à ventiler les constructions de manière naturelle afin de limiter le recours aux équipements de climatisation gourmands en énergie électrique, à isoler parfois la cuisine et le bloc salle de bain-cellier-buanderie-sanitaire du reste de l'habitation (séjour et chambres). Ils suggèrent toujours un aménagement paysager du jardin mettant bien en valeur la flore tropicale. Dans le cas de villes largement métissées, il apparaît de plus en plus évident que l'habitat doit tirer parti des apports des différents fonds culturels des populations résidentes pour être apprécié par le plus grand nombre.

À ce propos, il faut certainement aller à contre-courant de la tendance générale des aménageurs, telle qu'on peut la percevoir depuis cinquante ans, en ne transformant plus les centres villes historiques en *commercial & business districts* à l'américaine (CBD), dépourvus de population résidente. On ne doit plus voir la population urbaine ventilée dans des quartiers périphériques, en fonction de leurs niveaux socio-professionnels : la multiplication d'une part des *squats*, d'autre part des *golden ghettos* n'est pas un signe de bonne gestion de la diversité en milieu urbain. Sans un minimum de « mixité sociale », les tensions ethnoculturelles ne peuvent que se solidifier, jusqu'à provoquer périodiquement des affrontements violents : en effet, dans les villes d'Océanie, des discontinuités ethniques se surimposent le plus souvent aux discontinuités sociales. Dans un passé récent, les médias journalistiques et télévisuels ont pu s'en faire l'écho. La violence urbaine au quotidien est un phénomène désormais commun à tous les pays de la région Pacifique : à des degrés divers, les *rascals* sévissant à Port Moresby ont fait partout des adeptes. L'« île océanienne paradisiaque » n'est véritablement plus un concept d'actualité.

Comme l'agglomération métropolitaine d'Honolulu, les centres urbains d'importance moyenne implantés dans la partie centrale de l'île de Guam, sur le pourtour de Tahiti Nui et dans la presqu'île de Nouméa ont vu s'élaborer, au fil du dernier siècle, les sociétés métisses du Pacifique insulaire. Lieux d'affaires dynamiques, ils enregistrent tous, grâce à leur haut niveau d'activités économiques, une forte spéculation immobilière. Dans l'espace français du Pacifique, on peut craindre tout de même, pour le moyen terme, une forte réduction, voire l'abandon complet des avantages fiscaux institués il y a environ 25 ans. Cela pourrait induire l'arrêt de l'aménagement en *riviera* : en cas de reflux massif des retraités métropolitains, une crise immobilière grave peut alors être à envisager, tant à Nouméa qu'à Papeete. C'est d'autant plus probable que les logements mis sur le marché sont totalement inadaptés aux besoins des Océaniens : ce sont le plus souvent des appartements situés dans des tours ou des immeubles à étages. Or la demande des originaires du Pacifique s'oriente vers de petits pavillons entourés de jardins spacieux, le jardin étant considéré par les gens du Pacifique comme un « salon végétalisé » qu'on soigne avec la plus grande attention et dont on se doit d'être fier : il participe à la construction identitaire de ses résidents. Une bonne végétalisation du cadre de la vie urbaine permet en effet de maintenir un lien fort entre ce cadre de vie « importé » et le cadre rural traditionnel auxquels les Océaniens aiment encore à se référer. Le bon management par les pouvoirs publics et les architectes aménageurs de cette dimension affective du paysage urbain devrait aider à résoudre, au moins en partie, les contradictions existant depuis un siècle entre ruralité et urbanité, du moins pour les gens pourvus

d'une activité professionnelle stable, convenablement rémunérée. Le fait est particulièrement significatif sur la commune du Mont-Dore, dans la banlieue de Nouméa : des Tahitiens installés depuis près de soixante ans et y travaillant, ont su y recréer le paysage et l'atmosphère prévalant dans les « districts » ruraux de l'île tahitienne des années 1960, celui que la nostalgie *maohi* qualifie de « temps heureux ».

3 – De la nécessité de promouvoir des structures étatiques fédératives pour désamorcer les risques induits par le communautarisme et le « localisme »

Dans le contexte du Pacifique insulaire, les archipels de Fidji et de Nouvelle-Calédonie sont particulièrement observés dans la mesure où ils véhiculent des modèles différenciés de développements économique et social, sur la base de la juxtaposition, de volumes comparables, de populations autochtones et de colonisation. Or, tous deux présentent des équilibres politiques extrêmement fragiles. À Fidji, certains politiciens incitent les Indo-Fidjiens à la migration, afin que les Fidjiens autochtones restent majoritaires pour pouvoir continuer à contrôler « démocratiquement » le pays : pour cela, les baux ruraux nécessaires au développement de la culture de la canne à sucre ne sont plus renouvelés par les tribus mélanésiennes au profit des planteurs indo-fidjiens, *via* l'administration gestionnaire dénommée *Fijian Land Board*.

En Nouvelle-Calédonie, les indépendantistes kanak vont devoir rapidement reformuler leur discours politique, car le concept d'Indépendance kanak socialiste (IKS) sur lequel ils fondent leur légitimité n'apparaîtra plus opérationnel lors du ou des referendum(s) d'autodétermination prévu(s) entre 2014 et 2018. Par le biais de l'importance de son métissage, la société néo-calédonienne aura alors un comportement suffisamment divers pour que les valeurs « autochtonistes » qu'ils véhiculent apparaissent d'intérêt marginal. D'ores et déjà, ces valeurs ne peuvent prétendre justifier que des « localismes » inscrits dans la ruralité propre aux tribus mélanésiennes (localisées dans les îles Loyauté, Belep, Kounié ou dans la partie septentrionale de la côte orientale de la Grande-Terre), restées en marge des développements industriel et urbain. Il n'en reste pas moins que ces « localismes » gardent une marge de nuisance importante et obligent les forces politiques, en charge d'une Nouvelle-Calédonie devenue indépendante, à prévoir un système politique suffisamment souple pour prendre en compte de manière relativement équilibrée les intérêts des tenants de la ruralité traditionnelle, comme ceux de la modernité urbaine.

Le système actuel de fonctionnement des pouvoirs publics autour de trois « provinces » en charge de leurs propres affaires, chapeautées par un Congrès et un Gouvernement ayant compétence sur un nombre limité de matières à l'échelle de l'archipel (monnaie et douanes, sécurité publique, transport, surveillance maritime, recherche scientifique) devrait donc déboucher sur une construction institutionnelle fédérale. Cette formulation est peu en usage dans le Pacifique : il est seulement en vigueur dans les îles micronésiennes (Palau et États fédérés de Micronésie/ex - îles Caroline). Mais, on le retrouve en marge de ce monde insulaire, dans le contexte continental du *Commonwealth* d'Australie.

C'est vers une formule fédérale que devrait tendre aussi le *Fenua* de Polynésie française. En effet, en cas d'indépendance désargentée, l'archipel des Marquises et celui des Australes, où se maintient une forte personnalité culturelle collective, pourraient tous deux être tentés par une sécession vis-à-vis de l'archipel de la Société, où l'île de Tahiti a acquis une position prépondérante, souvent tutélaire. Le précédent de Mayotte, se désolidarisant des autres îles Comores (1975) le fait craindre. Il peut en aller de même pour l'archipel des Tuamotu-Gambier, si ses habitants cherchent à garder pour eux seuls le revenu de la perliculture, si du moins ils sont capables de faire face efficacement à la concurrence montante de nouveaux producteurs de perle noire (îles Samoa et îles Cook).

Comme on peut le noter en Micronésie, le fédéralisme est particulièrement bien adapté au fonctionnement d'États éclatés en une multitude d'îles. C'est le moyen institutionnel apparemment le plus performant pour empêcher les revendications sécessionnistes et pour limiter les coûts inhérents à l'exercice de la souveraineté en déléguant certaines responsabilités publiques aux entités fédérées et en sauvegardant les identités locales. Évidemment, le problème du « face à face » des communautés mélano-polynésienne et indienne reste en suspens aux îles Fidji. Ici encore, sans une meilleure répartition des pouvoirs publics entre les représentants des deux communautés culturelles, il n'y a pas à attendre de reprise économique et d'obtention d'un consensus social durable, sauf à penser que les Indo-Fidjiens n'ont de salut que dans la migration massive vers les grandes métropoles anglophones où ils bénéficient, dès à présent, de solides points d'attache. C'est dire si la gestion de la diversité culturelle dans le Pacifique est difficile à maîtriser, qu'elle donne des responsabilités aux gens issus de sphères de civilisations différentes ou seulement à des Océaniens de vieil enracinement.

*

Ainsi, le Pacifique insulaire cultive le paradoxe d'être la région du monde géographiquement la plus morcelée tout en présentant le plus haut taux d'urbanisation de la planète, où la population veut massivement s'abstraire des contraintes de la modernité, tout en y participant concrètement de plus en plus. C'est donc un univers en crise où des pays à population métissée et à haut niveau de vie moyen évoluent de manière divergente vis-à-vis des micro-États à faibles ressources où triomphe une idéologie en faveur d'un contrôle politique prépondérant des représentants des communautés autochtones.

Des solidarités macrorégionales devraient pourtant être fortifiées entre les métropoles anglophones « péri pacifiques » et l'ensemble des petits pays océaniques, d'autant plus que la mobilité des insulaires s'exprime avec de plus en plus de force. Cette mobilité, qui intéresse principalement des jeunes, montre la nécessité qu'il y a à concilier les valeurs issues des traditions océaniques et les valeurs d'une modernité pluriculturelle : dans cette partie du monde comme dans d'autres, des premières émerge l'identité intime, et des autres la réponse aux nécessités de la vie quotidienne. Sauf à vouloir s'enfermer dans un discours résolument « autochtoniste », le devenir du Pacifique insulaire s'inscrit bien dans l'acceptation de formes de métissage chaque fois que les ingrédients ethnoculturels d'un pays y prédisposent.

Le retrait progressif de la France des affaires du Pacifique et la priorité conférée aux affaires asiatiques par les États-Unis doivent amener les mandataires des populations océaniques autochtones à mieux réfléchir à leur destinée pour négocier sans doute une participation accrue à la modernité technicienne. Encore faut-il, qu'en retour, ils ne remettent plus en cause, par une survalorisation de leur enracinement multiséculaire, la légitimité des groupes issus de la période coloniale à partager l'autorité avec eux. La communauté *caldoche* (formée par des descendants de colons européens bien souvent métissés) rêve déjà d'une indépendance de leur pays à « l'australienne » : en raison du poids de cette communauté dans l'économie locale, ce rêve à toute chance de devenir une réalité dans moins de dix ans.

En voulant limiter aux seuls ressortissants de vieil enracinement le contrôle de l'État, les autochtones des îles Fidji risquent de perdre définitivement le respect gagné au moment de l'accession de leur pays à la pleine souveraineté, celui de servir de « pont culturel » entre monde occidental et monde océanien. C'est pourtant l'attente d'un partage équitable des pouvoirs entre autochtones et allochtones qui avait conduit les anglophones à localiser, dès 1968, à Suva,

l'Université du Pacifique Sud. Aujourd'hui, ce sont l'Université d'Hawaii à Moana et surtout l'*East-West Center*⁵ d'Honolulu qui constituent les pôles de rayonnement intellectuel majeurs dans la région Pacifique. Les deux petites universités françaises, installées à Nouméa et à Papeete, peuvent participer à la promotion des jeunes Océaniens, mais sans prétendre à une concurrence avec les institutions équivalentes anglo-saxonnes, sauf si se maintient l'actuel dispositif de recherche scientifique (ORSTOM/IRD⁶, CNRS⁷, INSERM⁸, CIRAD⁹ & IFREMER¹⁰), en appui de ces universités.

Plus que jamais, le Pacifique apparaît comme un « lac anglophone », à défaut d'être totalement américain. Les populations insulaires océaniques doivent en tenir compte et accepter de participer pleinement au devenir d'un monde qui s'élabore aujourd'hui principalement à partir du contexte cosmopolite qui prévaut à Sydney, à Auckland, à Honolulu, à Vancouver ou à Los Angeles et accessoirement à Guam, à Nouméa ou à Papeete. Faute d'un appui de ces métropoles ou centres urbains dynamiques, les îles risquent de voir disparaître leur personnalité culturelle, par délitement progressif de leur population.

Bibliographie

Antheaume B. & Bonnemaïson J., 1995 - *L'Océanie*. Paris : Géographie Universelle n° 7, Belin.

Blanchet G., 1989 - Du discours à la réalité en milieu insulaire : rhétorique du développement autocentré et pratique du développement intégré. *Journal de la Société des Océanistes*, Paris, n° 88-89.

Bertram G. & Watters R.F., 1985 - The MIRAB economy in the South Pacific microstates. *Pacific Viewpoint*, vol. 26, n° 3, p. 497-519.

Connel J., 1985 - *Migrations, emploi et développement dans le Pacifique Sud*. Nouméa : Éditions de la CPS.

De Deccker P., 1995 - *La bataille de la coutume et ses enjeux pour le Pacifique Sud*. Paris : L'Harmattan.

Doumenge F., 1990 - *Géopolitique du Pacifique Sud*. Bordeaux : CRET/CEGET, collection « Îles et archipels » n° 11.

5. L'*East-West Center* est une institution intergouvernementale visant au rapprochement des cultures.

6. Office de la Recherche Scientifique Outre-Mer/Institut de Recherche en Développement.

7. Centre National de la Recherche Scientifique.

8. Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale.

9. Centre de Coopération internationale en Recherche Agronomique pour le Développement.

10. Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer.

Doumenge J.-P., 1982 - *Du terroir à la ville, les Mélanésiens et leurs espaces en Nouvelle-Calédonie*. Bordeaux : CEGET-CNRS, collection « Travaux et documents de géographie tropicale », n° 46.

—, 1987 - Réalités et perspectives géopolitiques de l'Océanie insulaire. *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, Paris, n° 64 (2), p. 119-138.

—, 2002 - La dimension pluriculturelle de la « ville » et de la « brousse » en Nouvelle-Calédonie. In : *L'État pluriculturel. Actes d'un colloque*. Nouméa : Université de Nouvelle-Calédonie.

Faberon J. Y & Gautier Y., eds., 1999 - *Identité, nationalité, citoyenneté outre-mer*. Paris : Éditions du CHEAM.

Guiselin E.P. & Joyau M., eds., 2010 - États et Constitutions du Pacifique Sud. *La Revue juridique polynésienne*, Papeete/Wellington, n° XI « hors série ».

Guiart J., 1963 - *Structure de la chefferie en Mélanésie du Sud*. Paris : Publication de l'Institut d'ethnologie, Musée de l'Homme.

Huetz de Lempis Ch. & Sevin O., eds., 2008 - *L'Asie-Pacifique, des crises et des violences*. Paris : Presses Universitaires de Paris-Sorbonne.

Huetz de Lempis Ch. & Doumenge J.-P., eds., 2010 - Une géopolitique du Pacifique et de ses îles. *Conflits actuels*, Paris, n° 23-24.

Kowasch M., 2010 - *Les populations Kanak face au développement de l'industrie du nickel en Nouvelle-Calédonie*. Heidelberg : Thèse, Institut de géographie, Faculté des Sciences naturelles et mathématiques.

Mara K., 1997 - *The Pacific Way*. Honolulu : Ph D, University of Hawaii Press.

Poirine B., 1995 - *Les petites économies insulaires : théories et stratégies de développement*. Paris : L'Harmattan.

Résumé

À l'échelle du monde, le Pacifique insulaire constitue une vaste région démographiquement et économiquement déprimée. Elle vit sous une double attraction métropolitaine : d'une part, celle de la façade occidentale de l'Amérique du Nord, avec les relais d'Honolulu et de Guam ; d'autre part celle de l'Australasie avec les relais de trois villes portuaires (Nouméa, Suva et Papeete). Un drainage migratoire des natifs d'Océanie s'effectue au profit de ces pôles urbains. Mais l'idéologie en faveur des coutumes ancestrales, donc de la prééminence politique des populations d'enracinement multiséculaire, reste dominante dans la plupart des archipels. Les valeurs de modernité introduites par les Occidentaux y sont terriblement filtrées. Seules les sociétés où le métissage a pris de l'ampleur semblent aptes à faire la synthèse entre « tradition » et « modernité » et ainsi à convenablement gérer la diversité culturelle qui s'y manifeste. Pour tenter de concilier les positions d'intérêt souvent divergentes,

perceptibles au sein des pays associant de multiples îles et parfois plusieurs archipels, des formes de fédéralisme sont certainement à inventer.

Mots-clés : Pacifique, géopolitique, migration, urbanisation, coutumes, tradition et modernité, gestion territoriale de la diversité culturelle.

| **Abstract** |

The Pacific islands in 2010, a bursted region hesitating between native way versus cross cultural issue

At the Global scale, The Pacific islands are presenting definitely a demographic and economic gap. This wide region is attracted on one hand by the metropolitan areas of North American western shores, through Honolulu city and Guam island, on the other hand by the Australasian metropolises through the harbour cities of Noumea, Suva and Papeete. More and more, Oceanian people are migrating to these urban centers. But custom way seems to be still existing for most islanders' communities. Modernity values introduced by Westernized peoples in the region are always carefully investigated by natives communities. The only island populations accepting to blend the ways affected by traditions and modernity are obviously mixed blood societies. At the State scale, to join positively together these opposite social trends between islanders' communities means to choose a federal way, on regard to the great island diversity.

KEYWORDS: Pacific region, geopolitics, migration, urbanization, ancestral customs, traditional way and modern issues, cultural diversity and territorial governance.